

Élections fédérales 2021

QUESTIONNAIRE AUX CHEFS DES PARTIS

Les propriétaires de PME méritent de connaître les positions de chaque parti sur leurs priorités. C'est pourquoi nous avons posé des questions importantes aux chefs des 6 principaux partis politiques fédéraux afin de savoir quelle est leur vision pour les PME du pays.



Vous trouverez ici leurs réponses telles qu'ils nous les ont soumises.



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est une organisation non partisane qui se consacre depuis 50 ans à la défense des intérêts des PME. Comme nous l'avons toujours fait, nous continuerons de travailler avec le parti qui formera le prochain gouvernement pour s'assurer que ses décisions tiennent vraiment compte des besoins et de la réalité de nos membres.

Reprise économique

La pandémie a été particulièrement difficile pour les PME. En date du 10 août 2021, seulement 40 % d'entre elles avaient retrouvé leurs revenus normaux, une proportion qui baisse à 22 % et à 11 % dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement et des arts et loisirs, respectivement. En outre, les PME ont contracté en moyenne 170 000 \$ de dettes à cause de la COVID-19. Les programmes d'aide d'urgence – comme la SSUC, la SUCL, le PCSTT et le CUEC – ont été une bouée de sauvetage pour de nombreuses PME et continuent de l'être pour celles qui sont encore confrontées à des restrictions.

1. Que fera votre parti pour que les PME durement éprouvées par la pandémie se relèvent et prospèrent?



Les PME qui constituent le cœur de l'économie québécoise ont été durement touchées par la pandémie. C'est particulièrement vrai pour les entreprises saisonnières et celles des secteurs des arts, du tourisme et de la restauration. Le Bloc Québécois demande à ce que les programmes d'aide d'urgence soient maintenus tant que l'activité économique n'est pas complètement revenue à la normale. Nous proposons aussi de s'attaquer au problème de pénurie de main-d'œuvre, notamment avec : 1) un crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés et les nouveaux arrivants en région 2) un crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience 3) suspendre (et non abolir) la PCRE 4) Bonifier le crédit d'impôt en R&D afin de stimuler l'innovation et la productivité 5) Offrir un crédit d'impôt pour l'automatisation dans le secteur manufacturier. Nous demandons également une politique de l'aérospatiale et un accompagnement serré pour les quelque 200 PME afin qu'elles passent à travers la crise.

- Les néo-démocrates estiment que les petites entreprises devraient avoir accès à tout le soutien dont elles ont besoin pour traverser cette crise, croître, innover et rester concurrentielles au Canada et dans le monde. Nous avons défendu l'aide d'urgence aux petites entreprises pendant la pandémie de COVID-19, nous avons réduit les impôts des petites entreprises et nous nous sommes battus pour qu'il soit plus facile de transférer les petites entreprises à la prochaine génération.
- Trop de petites entreprises continuent d'être durement touchées par la pandémie. Elles ont besoin d'un gouvernement qui les aide à accéder aux services et aux infrastructures dont elles ont besoin pour se rétablir, prospérer et prendre de l'expansion, tout en investissant dans une main-d'œuvre en santé et qualifiée.
- Nous veillerons à ce que les subventions aux salaires et aux loyers des petites entreprises soient maintenues jusqu'à ce que les PME puissent rouvrir complètement leurs portes. Nous veillerons également à ce que les entreprises les plus durement touchées puissent continuer à recevoir un soutien jusqu'à ce que la pandémie soit terminée.

*Les petites entreprises sont le moteur de notre économie. Pour la rebâtir, nous aurons besoin de milliers de nouvelles petites entreprises. Les conservateurs du Canada vont donner aux petites entreprises le soutien dont elles ont besoin pour se remettre sur pied en prenant les mesures suivantes :

1. Mettre en place le Plan canadien Hausse d'emplois qui paie de 25 % à 50 % du salaire des employés nouvellement embauchés sans les obliger à démontrer une perte de revenus.
2. Créer le Prêt pour la relance des PME avec des prêts pouvant s'élever à 200 000 \$, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) n'étant pas suffisant.
3. Créer le Crédit d'impôt pour la relance des PME de 25 % sur les montants que les Canadiens investiront dans les petites entreprises.

Le gouvernement libéral a mis sur pied des programmes comme la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL), l'Indemnité de confinement, le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada (PEREC) et le Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT), ce qui a aidé près de 1 million d'entreprises.

Nous avons aussi fourni des fonds aux agences de développement régional pour appuyer les PME touchées pendant la pandémie de COVID-19 et faire en sorte qu'aucune ne soit laissée pour compte. Ce soutien comprenait de nouveaux programmes destinés aux PME, comme le Fonds d'aide au tourisme, le Fonds canadien de revitalisation des communautés (FCRC) et l'Initiative d'appui aux grands festivals et événements.

Nous continuerons à travailler avec les PME pour nous assurer qu'elles reçoivent le soutien dont elles ont besoin tout au long de la pandémie. Un gouvernement libéral :

- prolongera le PEREC jusqu'au 31 mars 2022 pour subventionner les salaires lors de la reprise des PME.

*Nous limiterons l'intervention gouvernementale, c'est-à-dire que nous encouragerons fermement les gouvernements provinciaux à lever toutes les restrictions et à éliminer progressivement tous les programmes d'aide COVID-19. Puis, nous commencerons à mettre en œuvre notre plan visant à réduire la taille de l'État, à éliminer le déficit avant la fin d'un premier mandat, puis à réduire les taxes et les impôts dans la mesure où la marge de manœuvre budgétaire le permettra.

Un gouvernement dirigé par les verts s'engage à :

- Prolonger les subventions sur les salaires et les loyers jusqu'à ce que les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 soient entièrement levées.
- Maintenir le taux d'imposition des petites entreprises à un maximum de 9 %.
- Réduire la charge administrative des petites entreprises par l'élimination des déclarations fiscales et des formalités administratives redondantes.
- Veiller à ce que toute nouvelle législation tienne compte des répercussions sur les petites entreprises.
- Réduire la bureaucratie et simplifier les approbations pour que les petites et moyennes entreprises (PME) puissent adopter les nouvelles technologies.
- Promouvoir la formation à l'entrepreneuriat et le soutien aux entreprises, en particulier chez les femmes, les jeunes, les personnes racisées et les Autochtones.
- Fournir des services internet abordables et accessibles dans tout le Canada, y compris dans les régions rurales.

Reprise économique *suite*

1. Que fera votre parti pour que les PME durement éprouvées par la pandémie se relèvent et prospèrent?



			<ul style="list-style-type: none"> • fournira jusqu'à 75 % en subventions salariales et pour le loyer aux entreprises du secteur du tourisme durement touchées, pour les aider à passer l'hiver. • réduira les frais de cartes de crédit pour les PME. • autorisera des dépenses immédiates pouvant aller jusqu'à 1,5 M\$ pour fournir un allègement fiscal au moment où vous investissez pour développer votre entreprise. • mettra en application son plan concernant les pénuries de main-d'œuvre. • financera le déploiement des passeports vaccinaux pour aider les entreprises à rester ouvertes. • créera un nouveau crédit d'impôt pour aider les PME à améliorer la ventilation dans leurs locaux. • fournira des subventions aux PME au titre de la numérisation et des nouvelles technologies. 		<ul style="list-style-type: none"> • Créer un fonds de capital de risque vert financé par le gouvernement fédéral, doté d'un milliard de dollars pour soutenir le démarrage viable de petites entreprises vertes locales. • Subventionner le déploiement de nouvelles technologies propres dans toutes les PME.
--	--	--	--	--	---

Budget et déficits

Les dépenses publiques étaient nécessaires pour aider les PME à faire face à la COVID-19, mais le rythme d'endettement actuel n'est pas soutenable.

2. À quel moment prévoyez-vous de rétablir l'équilibre budgétaire, et comment comptez-vous vous y prendre?



À court et moyen terme, l'économie a besoin d'investissements ciblés pour assurer sa relance. Le Bloc Québécois mise sur une relance verte et croit que chaque dollar investi doit être efficace. Il faut rationaliser les dépenses. Nous sommes pour l'investissement, mais contre le gaspillage. Exit la création de normes et de bureaucratie supplémentaire. Certains programmes d'aide doivent être revus pour éviter de nuire à l'économie et de dépenser inutilement. Le retour à l'équilibre budgétaire dans une perspective de long terme ne doit pas se faire sur le dos des services aux citoyens et des transferts au Québec et aux provinces. Pour éponger les coûts de la pandémie et pour une meilleure équité, des revenus supplémentaires peuvent être prélevés grâce notamment à un impôt ponctuel sur les bénéfices extraordinaires des entreprises.

- Pour se relever de la COVID-19, il est essentiel de faire des investissements qui rapportent là où ça compte : dans les communautés et pour les familles. Notre plan prévoit des investissements historiques pour relancer la croissance économique, remettre les gens au travail et améliorer la vie de tout le monde.
- Dans tous les cas, nous gérerons la dette et les déficits de façon responsable, en empruntant au besoin pour rebâtir et défendre les services sur lesquels les Canadien-nes et leurs familles comptent, et en rétablissant l'équilibre lorsqu'il est prudent de le faire.
- Notre approche en matière d'augmentation des revenus fera passer les gens en premier, s'attaquera à la crise de l'inégalité sociale à laquelle notre pays fait face, renforcera l'intégrité de notre système fiscal et fera en sorte que les grandes sociétés rentables et les très riches paient un peu plus.

*Dépenser pour protéger les Canadiens pendant la pandémie était la chose à faire, et les conservateurs étaient d'accord. Mais nous ne pouvons pas laisser une dette insoutenable aux futures générations. Quand la reprise commencera, nous assurerons le contrôle des dépenses.

Les conservateurs du Canada équilibreront le budget au cours de la prochaine décennie en prenant les mesures suivantes :

1. Éliminer progressivement les programmes de soutien d'urgence de façon responsable alors que les Canadiens se font vacciner et que l'économie rouvre.
2. Assurer que les mesures de relance sont ciblées et limitées dans le temps pour éviter de créer un déficit structurel.
3. Rétablir la croissance économique après des années de stagnation sous les libéraux, pour que nous ayons les revenus requis pour financer les services gouvernementaux dont les Canadiens ont besoin.

Le gouvernement libéral a pris des mesures décisives pour protéger la vie et les moyens de subsistance des Canadiennes et des Canadiens, favorisant ainsi une relance économique forte.

La plateforme libérale est la seule qui ait été publiée accompagnée d'un plan fiscal transparent et prudent.

En matière de fiscalité, notre bilan est clair :

- Le ratio dette-PIB le plus bas du G7.
 - Des cotes de crédit AAA de la part de S&P et de Moody's.
 - Une plateforme électorale qui a reçu la note de 15,5/18 de la part de l'Institut des finances publiques et de la démocratie (IFPD).
- Un gouvernement libéral :
- continuera de réduire le ratio dette-PIB de manière prudente et constante au cours des 5 années à venir.
 - favorisera la croissance économique, notamment par l'appui qu'il accorde aux PME : politique d'immigration intelligente, investissements dans l'innovation et réduction des obstacles aux investissements et aux échanges commerciaux.

*Nous éliminerons le déficit avant la fin d'un premier mandat en faisant preuve de prudence budgétaire et en comprimant les dépenses, notamment les subventions aux entreprises (5 à 10 milliards \$), l'aide étrangère au développement (5 milliards \$), Radio-Canada (1 milliard \$), les paiements de péréquation et le financement de programmes qui relèvent des provinces ou municipalités.

Un gouvernement vert s'engage à dépenser responsablement pour investir dans les entreprises et les soutenir pendant leur sortie de la pandémie. Les Verts passeront donc à l'équilibre budgétaire quand ceci est prudent.

Budget
et déficits *suite*

2. À quel moment prévoyez-vous de rétablir l'équilibre budgétaire, et comment comptez-vous vous y prendre?



- créera plus d'1 million d'emplois (sachant que nous avons récupéré 92 % des emplois perdus, par rapport à 75 % aux États-Unis).
- entreprendra un examen des programmes gouvernementaux en termes de politique stratégique.

Fardeau fiscal

Les PME ne peuvent pas se permettre d'assumer de nouveaux coûts. D'ailleurs, 70 % d'entre elles indiquent qu'un allègement fiscal les aiderait à se remettre de la pandémie. Et comme les PME prévoient une hausse des cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC) et de la taxe sur le carbone en 2022, elles sont déjà surchargées par leur fardeau fiscal.

3. Est-ce que votre parti s'engagera à ne pas hausser les taxes et les impôts des PME? Votre parti réduira-t-il le fardeau fiscal des PME?



Le Bloc Québécois ne propose aucune hausse du fardeau fiscal des PME. Pour les aider à passer à travers la pandémie, le Bloc Québécois demande à ce que les programmes d'aide de subvention salariale et d'aide pour les loyers commerciaux soient maintenus aussi longtemps que nécessaire. Les PME québécoises ont besoin de soutien pour faire face au problème de pénurie de main-d'œuvre, notamment en stimulant leur virage numérique et leur automatisation.

- Les réductions d'impôt sans conditions que les gouvernements libéraux et conservateurs ont accordées aux sociétés rentables ne se sont pas traduites par une augmentation des investissements commerciaux ou de bons emplois pour les Canadiens-nes.
- Alors que les sociétés rentables bénéficient de généreux allègements fiscaux, les familles canadiennes sont laissées pour compte.
- Les néo-démocrates croient qu'il est temps de rééquilibrer nos priorités. Nous ramènerons les réductions d'impôt sur les sociétés à leur niveau de 2010 (18 %) tout en maintenant le taux d'imposition des petites entreprises à son niveau actuel.
- Un gouvernement néo-démocrate renforcera également l'application de la loi afin de mettre un terme à l'évasion fiscale et aux paradis fiscaux. Il s'agit notamment d'obliger les sociétés à prouver la raison économique de leurs transactions à l'étranger, d'éliminer les échappatoires fiscales et de revoir et réaffecter les dépenses fiscales qui ne profitent pas aux gens d'ici.

*Le Parti conservateur du Canada s'engage à ce qu'il n'y ait pas de nouvelles hausses des taxes et des impôts.

Nous mettrons sur pied une commission sur la réforme fiscale afin de simplifier et d'alléger le fardeau fiscal des entreprises.

L'augmentation de la taxe sur le carbone jusqu'à 170 \$ la tonne souhaitée par Justin Trudeau sera abolie et remplacée par le Compte d'épargne personnel pour la réduction du carbone, une initiative nationale et innovante. Ce compte permettra d'établir la tarification du carbone sans que cela profite au gouvernement.

Les Canadiens contribueront à leur Compte d'épargne personnel pour la réduction du carbone chaque fois qu'ils achèteront du carburant à base d'hydrocarbure. Ils pourront utiliser l'argent de leur compte pour des choses les aidant à mener une vie plus écologique. Ils pourront par exemple acheter un laissez-passer pour le transport en commun ou une bicyclette, ou épargner pour se procurer un chauffe-eau plus écoénergétique,

Notre gouvernement s'est assuré que le Canada ait le taux d'imposition des PME le plus faible du G7 et nous continuerons à faire en sorte que les PME canadiennes puissent conserver une plus grande partie de leurs revenus.

Un gouvernement libéral s'intéressera plutôt aux grandes banques et sociétés d'assurance, qui ont connu un rebond considérable suite à la pandémie, de façon à ce qu'elles paient leur juste part.

*Nous n'augmenterons pas les taxes et impôts des PME et abolirons la taxe sur le carbone. Nous réduirons l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur le revenu des sociétés, ainsi que l'impôt sur les gains en capital une fois que le déficit aura été éliminé au bout de plusieurs budgets, dans la mesure où la marge de manœuvre budgétaire le permettra.

Un gouvernement dirigé par les verts s'engage à :

- Maintenir le taux d'imposition des petites entreprises à un maximum de 9 %.
- Créer une commission fiscale fédérale indépendante chargée d'analyser le système fiscal pour en vérifier l'équité et l'accessibilité, sur la base du principe de l'imposition progressive.

**Fardeau
fiscal** *suite*

**3. Est-ce que votre parti s'engagera à ne pas hausser les taxes et les impôts des PME?
Votre parti réduira-t-il le fardeau fiscal des PME?**



des fenêtres à plus grande efficacité énergétique ou même un véhicule électrique.

Les entreprises non sujettes au système de tarification fondé sur le rendement, mais qui achètent de l'essence, auront un Compte d'épargne commercial pour la réduction du carbone fonctionnant de façon similaire.

Réduction de la paperasserie

La réduction de la paperasserie est l'un des outils les plus économiques et efficaces pour aider les PME à se rétablir. Ce fardeau est actuellement si lourd que les deux tiers des propriétaires de PME n'encourageraient pas leurs enfants à se lancer en affaires. Or, l'élimination de règlements inutiles, l'utilisation d'un langage accessible et la simplification des formulaires et des processus ne sont que quelques-unes des mesures que les gouvernements peuvent prendre pour réduire la paperasserie.

4. Que fera votre parti pour réduire la paperasserie des PME?



Le processus d'approvisionnement du gouvernement fédéral devrait être un exemple de convivialité pour les entreprises qui souhaitent obtenir des contrats sur les marchés publics. Or, il n'en est rien. La complexité de la démarche est un frein sérieux pour de nombreuses PME qui n'ont ni le temps ni les ressources pour suivre et comprendre les appels d'offre du gouvernement. Le Bloc Québécois prône l'amélioration des services en ligne et la mise en place d'une plateforme conviviale afin que l'accès aux contrats du gouvernement soit grandement amélioré.

- Un gouvernement néo-démocrate offrira aux petites et moyennes entreprises un point de contact unique afin de faciliter les processus réglementaires auxquels elles font face et les mesures de conformité qu'elles doivent respecter. Les propriétaires d'entreprises, les entrepreneuses et entrepreneurs auront ainsi plus de temps à consacrer à la croissance de leur entreprise.
- Nous aiderons également les petites entreprises canadiennes à faire leur entrée sur la scène mondiale en simplifiant l'accès aux services gouvernementaux d'exportation afin de faciliter la pénétration des marchés étrangers.

*Il est important de revoir régulièrement les règlements afin d'éliminer ceux qui ne sont pas dans l'intérêt public.

Les conservateurs du Canada vont :

1. Nommer un ministre responsable de la Réduction de la paperasserie chargé de présenter et d'adopter au moins un projet de loi sur la réduction de la paperasserie par année, éliminant les formalités administratives inutiles ou contre-productives.
2. Réduire la paperasserie pour qu'il soit plus facile de démarrer une entreprise, et simplifier la déduction pour l'utilisation de la résidence pour le travail afin d'offrir plus d'avantages fiscaux majeurs aux personnes qui démarrent une entreprise à la maison et de permettre aux nouveaux parents de démarrer une entreprise à la maison sans perdre leur revenu de congé parental.

Réduire le fardeau inutile qui pèse sur les petites entreprises contribuera à faire place à l'innovation et accélérera la croissance économique au sortir de la pandémie.

Un gouvernement libéral :

- continuera de renouveler les membres du Comité consultatif externe sur la compétitivité réglementaire pour poursuivre l'examen de certains règlements ciblés. Cela permettra aux PME de participer et de guider les réformes réglementaires.
- reconduira ses efforts visant à éliminer les obstacles au commerce interprovincial, notamment en améliorant la mise en application de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) et en recourant à des transferts fédéraux aux provinces et aux territoires, que ces transferts soient nouveaux ou discrétionnaires, afin d'accélérer les avancées.
- veillera à ce que l'ARC continue de réduire le fardeau lié à la conformité, tout en rationalisant et en numérisant davantage les formulaires et les processus.

*Nous croyons au libre marché et nous nous engageons par principe à réduire la taille de l'État. Nous n'avons pas de plan détaillé pour alléger la paperasserie. Comme j'ai participé au plan d'allègement administratif du gouvernement Harper, je compte poursuivre ce travail avec le PPC.

- Réduire la charge administrative des petites entreprises par l'élimination des déclarations fiscales et des formalités administratives redondantes.
- Veiller à ce que toute nouvelle législation tienne compte des répercussions sur les petites entreprises.
- Réduire la bureaucratie et simplifier les approbations pour que les petites et moyennes entreprises (PME) puissent adopter les nouvelles technologies.

Pénurie de main-d'œuvre

Même avec un taux de chômage élevé, de nombreuses PME ont de la difficulté à trouver des employés qualifiés. La pénurie de main-d'œuvre découle de plusieurs facteurs, mais crée des difficultés aux propriétaires de PME qui ont l'impression d'être en concurrence avec les programmes d'aide gouvernementale (comme l'assurance-emploi).

5. Quelle approche prendra votre parti pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre? Quelles politiques proposez-vous pour aider les PME?



L'incertitude causée par la COVID-19 et les mesures sanitaires ont exacerbé une pénurie de main-d'œuvre déjà majeure lors du démarrage de l'économie durant l'été. Afin de s'attaquer durablement à la pénurie de main-d'œuvre, le Bloc Québécois propose :

1. Un crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés et les nouveaux arrivants dans les régions d'une valeur maximale de 3000 \$ par année jusqu'à concurrence de 8000 \$ au total;
2. De valoriser les travailleurs d'expérience, à l'aide d'un crédit d'impôt pour les 65 ans et plus souhaitant rester sur le marché du travail ainsi qu'en haussant de 1000 \$, donc jusqu'à 6000 \$, l'exemption de gains de revenu d'emploi du SRG afin de permettre aux aînés de travailler quelques heures de plus sans pénalité;
3. De suspendre la PCRE avec certaines exceptions pour les secteurs et les travailleurs qui en ont encore besoin, par exemple les arts et la culture, sans abolir afin de pouvoir la réactiver si une nouvelle vague de la pandémie sévit;

- Les néo-démocrates reconnaissent que les petites entreprises ont de la difficulté à combler les postes vacants et que cela constitue un obstacle majeur à leur reprise économique.
- Les néo-démocrates feront d'importants investissements dans la formation des Canadiens-nes et augmenteront le soutien aux groupes traditionnellement sous-employés, afin qu'ils puissent accéder à de bons emplois rémunérés équitablement.
- Nous aiderons également les petites entreprises à remettre les gens au travail en instaurant une prime à l'embauche à long terme pour payer la portion de l'employeur de l'assurance-emploi et du RPC pour le personnel nouveau ou réembauché. Nous aiderons également les petites entreprises à apporter les améliorations nécessaires à leurs lieux de travail afin que les employé-es disposent d'un environnement dans lequel ils peuvent se sentir en sécurité.

*Pour aider les petites entreprises en particulier, comme indiqué précédemment, les conservateurs du Canada mettront en place le Plan canadien Hausse d'emplois qui payera jusqu'à 50 % du salaire des employés nouvellement embauchés pendant six mois après la fin de la SSUC.

Nous éliminerons progressivement les programmes de soutien d'urgence de manière responsable dès qu'ils ne seront plus nécessaires.

De nombreuses parties du secteur agricole et agroalimentaire du Canada souffrent de pénuries de main-d'œuvre chroniques, à tous les niveaux de compétences. Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire élaborera une stratégie pour répondre à ces pénuries de main-d'œuvre, en consultation avec l'industrie.

Tout particulièrement au Québec, les conservateurs du Canada augmenteront la participation du Québec à l'assignation des travailleurs étrangers temporaires dans des régions précises et à leur progression vers la résidence permanente pour remédier aux graves pénuries de main-d'œuvre, pour lesquelles les libéraux de Trudeau ne font rien.

Un gouvernement libéral mettra en œuvre une stratégie à volets multiples pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre, aider les PME à se développer et accélérer la relance. Nous :

- prolongerons le PEREC pour contribuer à subventionner les salaires.
- réformerons les programmes d'immigration à visée économique, notamment en élargissant les voies d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers temporaires et les anciens étudiants étrangers.
- lancerons un système de garde d'enfants à 10 \$ par jour pour permettre à un plus grand nombre de parents de retourner au travail.
- établirons un système d'employeur de confiance pour rationaliser le processus de demande visant des travailleurs étrangers temporaires et pallier les pénuries de main-d'œuvre qui ne peuvent pas être comblées par les Canadiens.
- élaborerons une stratégie en matière de main-d'œuvre dans le secteur agricole.
- doublerons le Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical, le portant à

*Nous arrêterons de verser des aides aux gens qui en profitent pour ne pas travailler, comme le permet le gouvernement Trudeau depuis plus d'un an. Nous chercherons à savoir si d'autres obstacles bureaucratiques expliquent le fait que les travailleurs soient moins disponibles qu'ils ne devraient l'être. Par ailleurs, nous croyons au marché libre et au fait que les petites entreprises ou les grandes devraient rivaliser sur le marché du travail pour attirer les travailleurs sans l'aide du gouvernement.

- Promouvoir la formation à l'entrepreneuriat et le soutien aux entreprises, en particulier chez les femmes, les jeunes, les personnes racisées et les Autochtones.
- Fournir des services internet abordables et accessibles dans tout le Canada, y compris dans les régions rurales.
- Consacrer des ressources supplémentaires à la mise en place d'un système universel et abordable de garderies, ce qui stimulera la participation à la population active
- Reconnaissance des compétences acquises à l'étranger : Passer en revue et mettre à jour les politiques d'accréditation et les programmes d'autorisation afin de mieux refléter les besoins actuels de notre société canadienne.
- Collaborer avec les institutions d'accréditation au Canada pour reconnaître la formation et l'éducation étrangères.
- Allouer des fonds plus importants pour offrir une formation linguistique, des compétences professionnelles et une reconnaissance d'accréditation à tout nouvel arrivant légalement admissible à travailler au Canada.

Pénurie de main-d'œuvre *suite*

5. Quelle approche prendra votre parti pour s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre? Quelles politiques proposez-vous pour aider les PME?



<p>4. De stimuler le virage numérique des entreprises à des fins de hausse de la productivité avec une stratégie numérique incluant notamment davantage de soutien aux PME et l'accès à des outils numériques efficaces;</p> <p>5. De rapatrier la gestion des travailleurs étrangers temporaires au Québec, tel que le demande le gouvernement du Québec dans sa correspondance de ce matin</p> <p>6. De bonifier les crédits d'impôt en R&D afin de stimuler l'innovation et la productivité, en plus d'offrir un crédit d'impôt pour l'automatisation dans le secteur manufacturier</p>			<p>50 millions de dollars par année, pour soutenir davantage de possibilités de formation et d'apprentissage.</p> <ul style="list-style-type: none"> • créerons un crédit d'impôt pour la mobilité de la main-d'œuvre pour aider les ouvriers des secteurs du bâtiment et de la construction à se rendre là où il y a du travail. • créerons un crédit d'impôt pour prolongation de la carrière afin que les aînés qui le souhaitent restent dans la population active. 		<ul style="list-style-type: none"> • Créer des mesures incitatives pour que les employeurs embauchent des nouveaux arrivants et des demandeurs d'asile. • Mettre en place des voies d'accès plus simples et plus accessibles à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers temporaires et les travailleurs de première ligne, en reconnaissance du rôle qu'ils ont joué dans nos soins de santé et notre économie pendant la pandémie de COVID-19.
--	--	--	---	--	--

Frais de carte de crédit

Environ la moitié des PME indiquent que les frais de paiement par carte de crédit ont augmenté ces dernières années, malgré la promesse de maintenir le taux moyen des cartes de crédit à 1,4 %. L'accélération du passage au commerce électronique a exacerbé ce problème et a encouragé les consommateurs à payer par carte crédit.

6. Votre parti s'engagera-t-il à travailler avec l'industrie des cartes de crédit pour réduire les frais que doivent payer les PME? Si oui, comment comptez-vous y arriver?



Lors du dernier parlement, le député du Lac-Saint-Jean du Bloc Québécois, Alexis Brunelle-Duceppe a déposé le projet de loi C-243, *Loi modifiant la Loi sur les réseaux de cartes de paiement* (frais d'acceptation de carte de crédit). Ce projet de loi visait à mieux encadrer les frais d'interchange lorsque leurs clients paient avec une carte de crédit en forçant le gouvernement à réglementer le taux d'interchange. Le Bloc Québécois a l'intention de déposer à nouveau ce projet de loi.

- Les libéraux de Justin Trudeau ont promis qu'ils prendraient des mesures décisives pour limiter les frais des commerçants pour les petites entreprises. Mais au lieu de s'occuper des propriétaires de petites entreprises, les libéraux se sont occupés de leurs amis corporatifs.
- Tout au long de la pandémie, les sociétés de cartes de crédit ont réalisé des profits records pendant que les petites entreprises se débattaient pour s'en sortir. Les libéraux ne se sont pas présentés pour adopter leur propre loi visant à limiter les frais des commerçants en 2016, et ils n'ont pas pris d'engagements fermes pour réduire les frais à l'avenir.
- Les néo-démocrates s'engageront, par le biais d'une loi, à plafonner fermement les frais des commerçants à 1 % afin de cesser d'arnaquer les petites entreprises et de les aider à être concurrentielles sur un marché en ligne de plus en plus dense.

*Le gouvernement conservateur précédent avait créé le Code de conduite destiné à l'industrie canadienne des cartes de crédit et de débit afin de protéger les consommateurs et les petites entreprises. Le gouvernement actuel n'a pas mis le Code à jour alors que la technologie évolue et que de nouveaux enjeux voient le jour. Les conservateurs du Canada vont renforcer le Code afin de mieux protéger les consommateurs et les petites entreprises contre la fraude et des éléments comme la rétrofacturation injustifiée, qui peuvent être dévastateurs.

Nous comptons également adopter une mesure législative pour ouvrir les services bancaires pour que les Canadiens puissent communiquer avec les entreprises de technologie financière pouvant faire de meilleures offres pour des services bancaires comme les hypothèques, les marges de crédit et les cartes de crédit.

Cette mesure inclut non seulement les PME, mais aussi tous les citoyens d'un océan à l'autre.

Notre gouvernement a déjà commencé ce travail de réduction des frais de cartes de crédit, comme indiqué dans le budget de 2021.

Un gouvernement libéral prendra des mesures de réduction des frais de transaction par carte de crédit en faveur des PME. Notre plan est le suivant :

- Abaisser le taux global moyen des frais d'interchange pour les marchands.
- Faire en sorte que les PME bénéficient de prix équivalents à ceux des grandes entreprises.
- Protéger le système de points de récompense accordés actuellement.
- Procéder à des modifications de la *Loi sur les réseaux de cartes de paiement* pour réglementer directement les frais d'interchange, si besoin est.

*Nous ne nous sommes pas penchés sur cette question et n'avons actuellement pas l'intention de prendre des mesures à ce sujet.

Le Parti vert travaillera avec les secteurs bancaires et de distribution pour trouver une solution équilibrée à ce problème.

Transferts
intergénérationnels

En vertu du projet de loi C-208, qui a obtenu la sanction royale le 29 juin 2021, le traitement fiscal de la vente d'une PME sera identique, que l'entreprise reste dans la famille ou non.

7. Votre parti s'engagera-t-il à respecter l'esprit de ce projet de loi, soit de ne pas pénaliser les propriétaires de PME qui vendent leur entreprise à un membre de leur famille?



Oui. Le Bloc Québécois a non seulement été favorable à ce projet de loi, mais notre porte-parole agriculture Yves Perron l'a coparrainé. Nous avons travaillé très fort avec les jeunes de la FRAQ (qui ont fait un excellent travail, d'ailleurs), pour faire de la pression auprès des Sénateurs pour qu'ils étudient et adoptent finalement le projet de loi. Le Bloc milite cependant depuis plusieurs années déjà pour encourager et faciliter le transfert d'entreprises familiales – surtout dans les domaines de la pêche et de l'agriculture. Le projet de loi C-208 comprend des mesures promues par le Bloc depuis plus de 15 ans.

- Les néo-démocrates ont été fiers d'appuyer le projet de loi C-208 au Parlement et ont défendu son objectif lorsqu'il a été présenté pour la première fois par le député néo-démocrate Guy Caron au cours de la 42^e législature (sous le nom de projet de loi C-274).
- Un gouvernement néo-démocrate veillerait à ce que cette loi soit pleinement adoptée et qu'aucune petite entreprise ne soit pénalisée si elle vend son entreprise à un membre de sa famille.

*Cette mesure législative a été proposée par Larry McGuire, candidat conservateur. Les conservateurs du Canada entendent respecter l'objectif de ce projet de loi.

Si nous formons le gouvernement, nous protégerons les fermes familiales en mettant fin au traitement fiscal injuste. Les libéraux de Trudeau ont défié le Parlement en annulant unilatéralement la mise en œuvre du projet de loi C-208, même s'il a été adopté avec un vaste soutien, et veulent l'abroger s'ils gagnent une majorité.

Absolument. Un gouvernement libéral honorera l'esprit de la loi et s'est engagé à faciliter de véritables transferts intergénérationnels d'actions, tout en assurant un traitement fiscal équitable pour les PME familiales canadiennes.

*Oui. J'étais ministre d'État à la Petite entreprise dans le précédent gouvernement. C'est un mandat qui ne s'oublie pas.

Le Parti vert du Canada cherchera à investiguer tout outil pour soutenir la croissance des petites entreprises, y compris celui-ci.

PME

8. Racontez-nous une expérience mémorable que vous avez eue avec une PME.



Le parti n'a pas fourni de réponse.



Le parti n'a pas fourni de réponse.



*Le chef du Parti conservateur du Canada, Erin O'Toole, a fait le tour du pays pour rencontrer des propriétaires de PME ainsi que des Canadiens qui souhaitent démarrer une petite entreprise, et écouter leurs témoignages.

Les propriétaires de PME réclament des aides depuis trop longtemps. Un gouvernement conservateur a les solutions qu'il leur faut.

Il est temps de remettre les Canadiens au travail et d'assurer à nouveau la prospérité des PME.



Les petites entreprises sont le pilier de notre économie et le cœur d'innombrables communautés. Leurs propriétaires sont souvent des leaders communautaires qui fournissent des millions d'emplois bien rémunérés à leurs voisins.

En tant que libéraux, nous reconnaissons l'importance des PME dans notre économie. Voilà pourquoi nous avons pris les devants en lançant le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, une initiative qui comprend un soutien spécialement destiné aux PME.

En juin 2020, le chef du Parti libéral a rencontré Luc, le propriétaire de Régimbal Awards & Promotions, une entreprise familiale d'Ottawa.

Son entreprise a été frappée de plein fouet par la première vague de la pandémie, mais grâce à la subvention salariale et à la subvention au loyer, il a pu réembaucher du personnel et rester ouvert. Il a même participé à la lutte locale contre la COVID-19 par le biais de sa campagne #PlusFortsEnsemble. Il a fait donc



Le parti n'a pas fourni de réponse.



Le parti n'a pas fourni de réponse.

PME
suite

8. Racontez-nous une expérience mémorable que vous avez eue avec une PME.



			<p>des recettes provenant des ventes de ses masques faciaux en tissu, T-shirts et chandails à capuchon à la Fondation communautaire d'Ottawa.</p> <p>Partout au pays, des histoires similaires à celles de Luc se sont multipliées.</p> <p>Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons soutenu les PME parce qu'elles ont elles-mêmes soutenu les Canadiens. De la boutique du coin qui vous a donné votre premier emploi ou de votre épicerie préférée qui vous a aidé, ainsi que votre famille, à vous alimenter pendant des périodes de confinement strict, les PME ont appuyé chacun d'entre nous.</p> <p>À ce jour, la subvention salariale a soutenu plus de 5 millions de personnes. Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) a aidé près de 900 000 PME et organismes sans but lucratif, et la subvention au loyer a appuyé plus de 200 000 entreprises et organismes.</p>		
--	--	--	---	--	--

Les réponses sont présentées dans l'ordre alphabétique selon le nom du parti.
*Ces réponses ont été traduites par la FCEI.